

The informal OSCE Group of Friends on  
**#SafetyofJournalists**  


**DECLARATION**

**DU GROUPE INFORMEL DES AMIS DE LA SECURITE DES JOURNALISTES**

**À L'OCCASION DE LA PRESENTATION DU RAPPORT DE LA  
REPRESENTANTE POUR LA LIBERTE DES MEDIAS**

**A LA 1478<sup>EME</sup> REUNION DU CONSEIL PERMANENT DE L'OSCE**

LE 13 JUIN 2024

**Prononcée par la Représentante permanente de la France auprès de l'OSCE,  
l'Ambassadrice Fatène Benhabylès-Foeth**

Madame la Présidente,

Je prononce cette déclaration au nom du Groupe informel des Amis de la sécurité des journalistes, qui se compose des États participants suivants : l'Autriche, le Canada, le Danemark, l'Estonie, la Finlande, l'Allemagne, la Grèce, la Lettonie, la Lituanie, le Monténégro, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède, le Royaume-Uni, les États-Unis d'Amérique, et mon propre pays, la France.

Nous tenons tout d'abord à vous remercier, Madame Ribeiro, pour la qualité exceptionnelle de votre travail et pour notre coopération très intense pendant ces trois ans et demi en tant que Représentante de l'OSCE pour la liberté des médias. La qualité de vos rapports, ainsi que votre engagement ferme et vocal en faveur de la liberté des médias, de la liberté d'expression, de la démocratie et de la sécurité ont été grandement appréciés par nos délégations.

La liberté des médias et la sécurité des journalistes – bien qu'elles constituent des engagements de la part des États participants – sont de plus en plus menacés dans l'espace OSCE, comme en témoigne votre dernier rapport biennuel. Nos délégations prennent note avec inquiétude de la dégradation continue de la liberté des médias dans certains États participants. Comme vous le dites dans votre rapport, il est légitime d'avoir des préoccupations pour des raisons relatives à la sécurité nationale, mais nous sommes profondément inquiets que ces raisons soient utilisées

par certains gouvernements uniquement comme prétexte pour réprimer les voix d'opposition relayées par les médias indépendants et pour renforcer le contrôle étatique de l'information. Nous partageons pleinement votre conviction selon laquelle la liberté des médias fait partie intégrante de notre sécurité et ne lui est pas contraire.

Madame la Présidente,

Comme nous le savons tous, la guerre d'agression russe contre l'Ukraine a des répercussions directes et particulièrement lourdes sur la liberté des médias et la sécurité des journalistes. Depuis le début de la guerre, plusieurs dizaines de journalistes ont été tués ou faits prisonniers dans l'exercice de leurs fonctions. La désinformation et la censure étatiques ainsi que la répression systémique et quotidienne des médias indépendants en Russie et en Biélorussie ont atteint des niveaux sans précédent, résultant en un espace médiatique largement assujéti à l'appareil de l'Etat. Nous appelons la Russie à libérer immédiatement et sans condition les journalistes emprisonnés uniquement parce qu'ils faisaient leur travail, y compris dans les territoires ukrainiens occupés. Nous adressons le même appel à la Biélorussie.

Madame la Présidente,

C'est avec préoccupation que nos pays observent ces derniers mois une intensification des intimidations et des violences à l'encontre des journalistes dans l'espace OSCE à travers des campagnes de désinformation, des procédures-bâillons ou encore des activités de surveillance. Il s'agit là de défis majeurs pour l'avenir du journalisme indépendant et des médias d'intérêt public, chargés d'éclairer d'une manière pluraliste les choix démocratiques de nos citoyens. L'utilisation croissante des nouvelles technologies, notamment de l'intelligence artificielle, à des fins répressives contre les médias est particulièrement alarmante et mérite une attention particulière de la part des Etats participants. Votre engagement, Madame la Représentante, et celui de vos équipes sur ces sujets placent, à juste titre, notre Organisation au cœur des défis de l'avenir de nos sociétés.

Madame la Présidente,

Nous appelons tous les Etats participants à prendre les mesures nécessaires pour mettre en œuvre les engagements de l'OSCE en matière de liberté des médias et de sécurité des journalistes, étant donné qu'ils constituent les pierres angulaires de notre sécurité commune./.